

Le Budget

totales pour les opérations de l'État se chiffrent à 20 milliards, soit à 16 p. 100 des dépenses gouvernementales.

Autrement dit, on peut couper le gras, le maigre et le squelette des services gouvernementaux et ne réussir à réduire le déficit que de moitié. Cela revient à dire qu'il est absolument impossible de résorber le déficit et la dette du fédéral sans toucher aux dépenses sociales.

Les réponses des députés aux problèmes budgétaires du fédéral sont totalement négatives ou absolument irréalistes et ne peuvent certainement pas servir de fondement à d'autres plans d'urgence pour la gestion de l'État.

Si l'on ne peut compter ni sur le premier ministre ni sur l'opposition officielle pour remédier aux lacunes du budget de 1994 ou pour produire d'autres plans susceptibles de contrer ses effets négatifs, sur qui pouvons-nous compter?

Les réformistes estiment que, dans ce cas, comme dans tous ceux qui touchent les affaires de l'État, nous pouvons compter d'abord et surtout sur la population, c'est-à-dire les contribuables, les travailleurs, les chômeurs, les sous-employés, les prestataires de l'aide sociale, les gens dont les intérêts sont les plus menacés par les carences du budget de 1994 et l'absence de plans d'urgence réalistes.

Les députés du Parti réformiste ont l'intention d'exprimer, dans les débats et les comités, la déception et l'inquiétude que leur inspire ce budget de 1994, mais ils ont aussi l'intention de faire plus que cela. Nous avons l'intention de réclamer l'établissement d'un plan d'urgence et nous invitons tous les députés et tous les Canadiens intéressés à y contribuer.

Nous nous faisons à l'idée un plan d'urgence qui s'attaquerait véritablement à la dette fédérale, au déficit et aux dépenses excessives en proposant d'indispensables réductions supplémentaires de dépenses qui ne figurent pas dans le budget. Nous nous faisons à l'idée un plan d'urgence qui inciterait fortement les contribuables à faire connaître leur opposition à la surimposition et leur désir d'obtenir des allègements fiscaux.

Nous nous faisons à l'idée un plan d'urgence qui consoliderait la base financière de nos programmes sociaux et qui concentrerait les dépenses sociales sur ceux qui en ont le plus besoin.

Nous nous faisons à l'idée un plan d'urgence qui répondrait aux besoins des chômeurs et des travailleurs sous-employés en stimulant la création d'emplois dans le secteur privé et en aidant les travailleurs à faire la transition entre l'ancienne économie et la nouvelle.

Nous nous faisons à l'idée que nous pourrions mettre à profit notre rôle, nos bureaux et nos ressources, en tant que députés, pour concevoir, avec la collaboration de la population, un plan d'urgence qui permettrait de contrôler les dépenses fédérales, d'assurer des allègements fiscaux et des services sociaux stables, ainsi que de stimuler la création d'emplois dans le secteur privé au profit des Canadiens.

Voilà la réponse du Parti réformiste au budget de 1994. Quand, dans six mois ou dans un an, peut-être deux, les Canadiens se rendront compte à quel point le budget de 1994 a échoué, ils sauront qu'il existe une solution de rechange plus constructive.

• (1635)

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à dire que c'est avec beaucoup de plaisir que je vois participer à ce débat le chef du Parti réformiste. Le premier ministre, votre serviteur et d'autres ministres ont parcouru le pays et sa présence nous a manqué ces deux dernières semaines; nous sommes donc très heureux de le voir à nouveau parmi nous.

Permettez-moi de formuler simplement deux observations, car je sais que le temps presse. Le chef du Parti réformiste parle de la nécessité de créer des emplois, mais du même souffle, il affirme qu'on doit procéder à des coupes sombres. Je suis persuadé qu'il va reconnaître que le ministre des Finances de l'Alberta lui-même a déclaré que ses compressions allaient réduire la croissance économique de la province de près de 1 p. 100. Étant donné que nous voulons créer des emplois au Canada, je suis sûr qu'il ne nous recommandera pas de procéder à des compressions qui vont ruiner notre économie; c'est, en fait, le résultat qu'auraient les mesures qu'il propose.

Nous suivons donc plutôt l'exemple de l'OCDE, qui abordé la question de façon beaucoup plus équilibrée, ce qui va permettre de réduire le déficit tout en créant des emplois.

Mon collègue d'en face parle d'éliminer le déficit. Il voudrait que ce soit chose faite à la fin de notre mandat, comme le programme de son parti le prévoit, mais le fait est, bien entendu, que ce déficit est maintenant supérieur de 13 milliards de dollars à ce qu'il était lorsqu'il avait préparé ce programme. Peut-il nous dire dans quels domaines il sabrerait ou nous préciser le type de croissance qu'il obtiendrait?

Dans ses propres prévisions, il était question d'une augmentation de 16,5 milliards de dollars des recettes sur trois ans. Elles sont basées sur des hypothèses fantaisistes. Je voudrais bien comprendre comment notre pays pourrait tripler son taux de croissance, qui s'établissait à 2,4 p. 100 l'année dernière, au cours des prochaines années.

Je poursuis. Il prône des compressions dans la Sécurité de la vieillesse. Il affirme qu'elles s'appliqueraient aux gens dont le revenu est de 54 000 \$. Or, une évaluation objective des propos de mon vis-à-vis montre qu'on s'attaquerait plutôt à des gens qui ne gagnent même pas de 20 000 \$ à 25 000 \$. Il réduirait de 800 millions de dollars les subventions aux entreprises. C'est 200 millions de plus que ce qui est versé aux entreprises en subventions de base, par l'entremise des organismes régionaux. Ou bien ses calculs sont fondamentalement faux ou, en fait, il ne comprend rien aux comptes publics.

Il a réclamé une réduction de 25 p. 100 des subventions accordées aux sociétés d'État. Peut-il nous préciser à quelles sociétés d'État il s'attaquerait? S'agirait-il de VIA Rail ou de la Société Radio-Canada, qu'il éliminerait? Dites-nous ce que vous feriez. Ne vous contentez pas de lancer des chiffres en l'air.

Je poursuis. Il parle des impôts. Il dit que nous n'aurions pas dû procéder comme nous l'avons fait. Est-ce à dire qu'il aurait maintenu l'exonération des gains en capital de 100 000 \$, alors que le gouvernement précédent, sur la foi de ses propres études, avait déclaré que les évaluations n'étaient pas concluantes et n'avait pas réussi à montrer un seul iota de lien entre l'exonération des gains en capital et la création d'emplois ou un autre